



La dérive islamiste de la Turquie d'Erdoğan

Ambiguïté.
L'héritage laïque d'Atatürk est peu à peu liquidé.

DE NOTRE CORRESPONDANT
GUILLAUME PERRIER

La colline de Camlica, qui surplombe le détroit du Bosphore depuis sa rive asiatique, est l'un des derniers refuges naturels d'Istanbul, mégalopole noyée dans un océan de béton. A la place de cet îlot de verdure s'élèvera bientôt une mosquée monumentale sur

15 000 mètres carrés, avec un parking géant pour les fidèles motorisés. « Une mosquée qui modifiera la silhouette d'Istanbul et sera visible depuis n'importe quel point de la ville », s'est enthousiasmé le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, ancien maire de la ville dans les années 90. Ses minarets seront les plus hauts du monde, plus élevés que les 105 mètres de la mosquée de Médine, en Arabie saoudite, a fièrement annoncé l'architecte, Hadji Mehmet Güner. Le journaliste du quotidien *Hürriyet* Emre Kizilkaya a trouvé une autre formule pour qualifier le projet : « La Mecque en plastique ». Début juillet, Erdoğan avait déjà convié tout le

« Sultan ». Recep Tayyip Erdoğan et sa femme lors de la convention de son parti, AKP, à Istanbul, en mai. Le Premier ministre ne cache plus son intention de former une « jeunesse religieuse ».

sérail turc pour l'inauguration d'une autre folie architecturale : la mosquée Mimar Sinan, baptisée du nom du célèbre architecte, auteur des plus beaux édifices ottomans. Celle-là est une réplique en béton de la mosquée de Soliman, érigée entre un chapelet d'immeubles et une autoroute. Pourtant, l'ex-capitale ottomane ne manque pas de lieux de culte. Istanbul est même la ville au monde qui compte le plus de mosquées. Mais le gouvernement islamo-conservateur de l'AKP (Parti de la justice et du développement), au pouvoir depuis 2002, s'est lancé dans une nouvelle vague de constructions tous azimuts. ■■■

FULYA ATALAY/DEMOTIX/CORBIS



■ ■ ■ Sous l'impulsion du vice-Premier ministre, Bekir Bozdag, l'homme qui monte au sein du parti, théologien de formation, une loi a même été votée pour aménager des salles de prière dans les universités, les centres commerciaux, les opéras et les théâtres ! Une mesure qui a fait vivement réagir les intellectuels démocrates. « Absurde et mal intentionné », selon Ahmet Altan, rédacteur en chef du quotidien de gauche *Taraf*. « Il y a un hôpital pour 60 000 personnes, mais une mosquée pour 350 », souligne, pour sa part, le journaliste Can Dündar. *Quand un pays consacre le même budget pour les affaires religieuses que pour toutes ses universités, quand ce budget est doublé d'une année sur l'autre, quand on entretient plus d'imams que de médecins et d'instituteurs, qu'on ouvre plus de classes de cours coraniques que de bibliothèques, n'est-il pas temps que ce pays reconsidère tout cela ? »* L'intrusion du religieux a même gagné l'Assemblée nationale, à Ankara. Le gouvernement a décidé d'y aménager une mosquée, un comble pour un régime qui se veut laïque depuis sa fondation par Mustafa Kemal « Atatürk ». Pas question, en revanche, d'y ouvrir un *cemevi*, lieu de culte

Enbrigadés.

Un « imam hatip », lycée d'enseignement religieux. L'objectif est d'en favoriser l'accès dès l'âge de 12 ans. Et, bien sûr, garçons et filles sont séparés.



Priorité. La mosquée Mimar Sinan inaugurée en juillet. « Il y a un hôpital pour 60 000 personnes, mais une mosquée pour 350 », note le journaliste Can Dündar.

des alevis. Cette branche hétérodoxe de l'islam, dont la communauté représente pourtant près de 20 % de la population turque, reste une hérésie aux yeux de la majorité sunnite et de l'islam d'Etat. Depuis des décennies, ses membres sont régulièrement victimes de discriminations, voire de pogroms, sans que le pouvoir fasse quoi que ce soit pour apaiser les tensions. « Ils sont musulmans, le seul endroit approprié pour prier, c'est une mosquée », a déclaré un député de l'AKP, reproduisant le discours assimilateur hérité de ses aînés.

En 2008, la Cour constitutionnelle avait condamné l'AKP pour « activités antilaïques » et avait failli dissoudre le parti au pouvoir au motif qu'il avait autorisé le port du voile islamique dans les universités. Depuis, la Haute Cour a été mise au pas, tout comme l'armée, longtemps bastion de la laïcité. Après avoir renversé un à un les garde-fous susceptibles d'entraver son règne, Erdogan, le nouveau « sultan », serait-il en train de dévoiler son « agenda caché » tant redouté par ses adversaires depuis dix ans ? Pas question pour autant d'imposer la charia, la loi

coranique. La méthode Erdogan, héritée de feu Necmettin Erbakan, le père de l'islam politique turc, est plutôt de transformer la société par la base et de justifier les réformes par les urnes. Conforté par ses succès électoraux – le dernier a été obtenu aux législatives de juin 2011, gagnées avec près de 50 % des voix –, le Premier ministre ne cache plus son intention de former une « jeunesse religieuse ». « Est-ce que vous attendez de nous que nous formions une génération d'athées ? Une jeunesse droguée ? » a-t-il répondu, goguenard, à l'indignation des députés de l'opposition, en février, au Parlement.

Cours sur le Coran.

Pour former cette jeunesse pieuse et dressée à voter pour le parti islamo-conservateur, le gouvernement turc a lancé une grande réforme de l'Education nationale. Dans le nouveau programme, des cours sur la vie du prophète Mahomet et sur le Coran ont été ajoutés. Le nouveau système, baptisé « 4+4+4 », a provoqué une levée de boucliers des milieux laïques, car l'objectif principal est clair : favoriser l'accès précoce aux lycées d'enseignement religieux, les *imam hatip*. Garçons et filles pourront y étudier, séparément, dès l'âge de 12 ans. Ces établissements, popularisés par la junte militaire dans les années 80, étaient à l'origine censés former imams et théologiens. Mais le pouvoir les considère désormais comme une véritable alternative à l'enseignement généraliste. Une centaine d'établissements de ce type ont ouvert pour la dernière année scolaire. Ces lycées comptent plus de 300 000 élèves, contre 60 000 en 1999. Erdogan et plusieurs de ses ministres en sont issus.

Les craintes d'une partie de la population se renforcent face à la progression rapide d'une morale puritaine et de l'intolérance religieuse. Ainsi, la consommation d'alcool est stigmatisée, comme le souligne Nilüfer Narli, sociologue et spécialiste de l'islam politique. Atatürk, mort prématurément d'une cirrhose du foie et grand consommateur de raki, l'al-

MURAD SEZER/REUTERS, BURAK AKBULUTAA/SIPA

« Est-ce que vous attendez de nous que nous formions une génération d'athées ? Une jeunesse droguée ? » Recep Erdogan

■ ■ ■ cool de la région, doit s'en retourner dans sa tombe. L'université Bahçeşehir d'Istanbul, qui a réalisé une étude sur la consommation d'alcool, note un recul assez net : un quart des Turcs en boivent régulièrement, contre un tiers il y a dix ans. Dans la Turquie d'Erdogan, le petit verre à l'heure de l'apéritif est considéré comme un péché et tout est fait pour restreindre le périmètre des buveurs. L'an dernier, en plein été, la mairie de Beyoğlu, le quartier festif d'Istanbul, a décidé de faire une razzia sur les terrasses de café, confisquant tables et chaises sans préavis. L'ordre en aurait été donné après qu'un impudent, un peu éméché, eut pris à partie le Premier ministre, qui, un soir, passait par là dans sa berline.

Alcool interdit. Du temps où il était maire d'Istanbul, Erdogan avait déclaré vouloir créer des «quartiers rouges» pour les consommateurs d'alcool, à l'instar des rues d'Amsterdam vouées à la prostitution. Dans une province de l'ouest de la Turquie, celle d'Afyon, le gouverneur a même décrété l'interdiction totale de vente et de consommation d'alcool hors des lieux privés. Les excès de zèle se multiplient et virent facilement à l'intolérance. A Istanbul, début août, une femme s'est vu refuser l'accès à un ferry qui effectuait la traversée entre les deux rives du Bosphore... parce qu'elle transportait des bouteilles de vin dans un sac.

Le modèle puritain des néo-islamistes turcs pèse aussi sur le modèle familial. Aux Turques Recep Erdogan enjoint régulièrement de faire «au moins trois enfants». Le taux de travail des femmes ne décolle pas, malgré le développement économique rapide du pays. Et le droit à l'avortement, obtenu dans les années 80, a été l'objet d'une vigoureuse attaque du gouvernement en juin. «L'avortement est un meurtre», a dénoncé Erdogan devant l'assemblée des femmes de l'AKP, avec son sens de la mesure habituel. Le ministre de la Santé lui a emboîté le pas et une loi a été préparée à la hâte pour réduire le délai légal d'IVG de dix à quatre semaines de grossesse.



Pression. Manifestation à Istanbul contre la nouvelle loi sur l'avortement qui réduit le délai légal d'IVG. Recep Erdogan enjoint aux Turques de faire « au moins trois enfants ».

Devant la mobilisation des associations féministes, la réforme a finalement été repoussée, mais les milieux islamistes mènent une campagne acharnée pour promouvoir le «droit à la vie». En tête de ce combat se trouve Sare Davutoglu, une obstétricienne aux idées radicales, qui se trouve aussi être la femme du ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, et qui a accouché la fille d'Erdogan.

L'idée de mettre en place une ségrégation sexuelle dans la société turque, impensable il y a quelques années, fait elle aussi son chemin. C'est déjà le cas dans les piscines municipales à Istanbul. Cela pourrait aussi le devenir dans les transports en commun. La mairie de la métropole de 15 millions d'habitants, dirigée par Kadir Topbas, proche d'Erdogan, étudie en effet la possibilité de mettre en circulation des bus roses... réservés aux

femmes. Une idée suggérée par le parti islamiste Saadet (Félicité), dont la pétition a recueilli 60 000 signatures. Officiellement, il s'agit de lutter contre le harcèlement sexuel. «En réalité, cela fera de nous toutes des prostituées. Les femmes qui prennent les bus mixtes seront immédiatement prises pour des femmes de mœurs légères», estime Drita Draz, chroniqueuse à *Hürriyet*.

Le mois de jeûne de ramadan est le moment où la pression religieuse est à son paroxysme. A Istanbul, où une bonne partie de la population n'observe pas ce rite, la ville se couvre de tentes géantes où les musulmans pieux viennent par milliers prendre collectivement le repas d'*iftar*, la rupture du jeûne. De plus en plus, la vie publique est rythmée par les appels à la prière. Les laïques, non pratiquants, vivent cette incitation à jeûner comme une intrusion dans leur quotidien. Au milieu de la nuit, dans les villes, de jeunes tambours employés par les municipalités sonnent l'alarme pour rappeler aux musulmans d'aller se sustenter une dernière fois avant le lever du jour. Les autres n'ont qu'à se boucher les oreilles. Dans les quartiers habités par les alevites, qui ne jeûnent pas, le tambour redouble d'efforts. A Malatya, un dormeur lui a gentiment dit de déguerpir. Le sonneur est revenu avec une escouade d'hommes enragés qui ont lapidé et incendié la maison de cet «infidèle» ■

Où est passé le modèle turc ?

De la Tunisie à l'Égypte, le régime turc a souvent servi de référence, voire de source d'inspiration aux mouvements politiques issus du printemps arabe. La Turquie, pays majoritairement musulman et sunnite, dont les institutions se veulent strictement laïques, est dirigé par un gouvernement qui s'affirme «musulman démocrate» (comme on dit «chrétien démocrate»). L'AKP a fait le choix du compromis démocratique et du libéralisme économique pour accéder au pouvoir il y a dix ans. Et pour s'y maintenir. De quoi faire, un temps, figure de voie à suivre pour les mouvements isla-

mistes de la région. Le président égyptien et leader des Frères musulmans, Mohamed Morsi, assistait ainsi à la réélection d'Erdogan à la tête de son parti, l'AKP, le 30 septembre. Mais, aujourd'hui, le modèle apparaît pour beaucoup comme une illusion. L'autoritarisme du leader turc n'a pas grand-chose à envier aux potentats du Moyen-Orient. La démocratisation de la Turquie est à l'arrêt, la question kurde est embourbée dans une phase de violence et de répression sans précédent depuis quinze ans et le processus d'adhésion à l'Union européenne est dans une impasse dont il sera difficile de s'extirper ■ G. P.